

J'ai parlé, il y a un instant, de M. Chester Ronning, et des fréquentes visites du commissaire à Hanoï... Si Hanoï a fait observer à maintes reprises qu'il existe une voie de communication Hanoï-Canada, c'est uniquement parce qu'il croit que le Canada a une certaine influence auprès de Washington. Comment expliquer autrement la manière dont nos émissaires ont été reçus, la nature des discussions qu'ils ont eues?

Je ne révèle pas à la Chambre la nature de ces discussions et j'espère qu'Hanoï ne l'interprétera pas ainsi. J'ai entièrement respecté les confidences qu'a faites le Gouvernement de ce pays à nos émissaires, y compris M. Ronning. Je le répète, si nous jouissons de crédit auprès d'Hanoï, c'est parce qu'on estime qu'en tant qu'amis des États-Unis, nous avons à juste titre la confiance de ce pays. Resterions-nous dignes de la confiance de Washington, si nous poursuivions nos consultations avec les États-Unis, tout en adoptant une ligne de conduite qui détruirait inévitablement notre droit à leur confiance?...

Nous entendons donc nous acquitter de nos responsabilités envers la Commission, estimant que c'est là ce qu'il nous incombe de faire. Nous sommes heureux de constater que l'Inde et la Pologne partagent notre avis. Le Gouvernement canadien s'est efforcé de trouver une base à des négociations directes entre les parties au conflit vietnamien. J'ai déjà mentionné certaines des mesures que nous avons prises dans ce sens.

Le Gouvernement canadien maintient qu'il faut trouver, par des moyens politiques, une solution au problème du Vietnam. Cela fait partie de la politique canadienne. Nous avons dit clairement que, selon nous, le problème sera réglé grâce à des négociations. Il importe, d'après nous, que la solution au conflit garantisse une mesure raisonnable de stabilité à long terme dans la région, car le problème du Vietnam ne peut être isolé de celui de la sécurité et de la stabilité du Sud-Est asiatique en général. Nous voyons dans le problème vietnamien un problème fondamentalement politique.

Selon nous, c'est l'avenir politique du Vietnam du Sud qui est le véritable enjeu entre les parties. De part et d'autre, on prétend que le principe directeur devrait être le droit du peuple sud-vietnamien de choisir sa propre destinée.

A notre avis, la meilleure façon de réaliser cet objectif est de permettre aux Sud-Vietnamiens de décider par vote libre de l'institution et du gouvernement qu'ils désirent voir administrer leur pays. D'après nous, la meilleure façon pour le Canada d'exercer son influence quant à la situation au Vietnam est de faire exactement ce que nous avons fait...

Le 11 avril, j'ai exposé quatre propositions ou idées conformes aux Accords de Genève au Comité des affaires extérieures. J'ai proposé des mesures en vue d'un cessez-le-feu, tout en expliquant qu'à mon avis le moment n'était pas opportun pour les faire accepter et que nous devons nous préparer à recevoir une réponse dans ce sens. La réaction de Hanoï a été complètement négative. Hanoï a adopté l'attitude selon laquelle la situation des parties en cause ne saurait être considérée sur le même plan, et les États-Unis doivent reconnaître d'abord, comme le dit Hanoï, que les États-Unis constituent l'agresseur, et cela malgré les conclusions auxquelles la Commission en est arrivée en 1962.